

Marc Vallières. *Le Québec emprunte : Syndicats financiers et finances gouvernementales, 1867-1987*. Québec : Éditions du Septentrion, 2015. 432 p. 44.95 \$. ISBN 978-2-8944-8840-9

Pierre P. Tremblay

Volume 40, numéro 1, 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1048933ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1048933ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

CSTHA/AHSTC

ISSN

1918-7750 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tremblay, P. P. (2018). Compte rendu de [Marc Vallières. *Le Québec emprunte : Syndicats financiers et finances gouvernementales, 1867-1987*. Québec : Éditions du Septentrion, 2015. 432 p. 44.95 \$. ISBN 978-2-8944-8840-9]. *Scientia Canadensis*, 40(1), 115–117. <https://doi.org/10.7202/1048933ar>

Marc Vallières. *Le Québec emprunte : Syndicats financiers et finances gouvernementales, 1867-1987*. Québec: Éditions du Septentrion, 2015. 432 p. 44.95 \$. ISBN 978-2-8944-8840-9

La dette publique est un instrument de construction et de développement des sociétés. C'est là, entre autres, une des conclusions auxquelles nous mène cet ouvrage qui se veut au départ un historique du rôle joué par les institutions financières dans les finances publiques de l'État québécois. L'auteur développe plusieurs niveaux d'écriture qui viennent satisfaire les appétits tantôt du féru d'histoire, à d'autres moments de celui qui aime la vie politique et, très souvent encore, celui de l'observateur des jeux financiers. Donc, on trouve largement matière à divers intérêts dans cette saga qui débute avec la confédération canadienne pour se terminer 120 ans plus tard en 1987. C'est une période que l'auteur juge suffisamment éclairante pour bien illustrer l'évolution et la maturation financière de l'État du Québec. Comme il est fréquent dans les ouvrages d'histoire, ce livre contient au moins trois niveaux de lecture : l'histoire de l'emprunt faisant défiler les événements successifs qui mènent à l'émergence du secteur financier québécois, l'histoire de l'affirmation de l'État québécois par la voie de la gestion de l'emprunt public et, finalement, l'histoire du rôle et de l'influence des syndicats financiers sur les politiques publiques. Cette dernière étant le motif et la raison d'être du livre.

Le récit de l'action concertée des syndicats financiers et de l'État (gouvernement et institutions) se déroule en trois mouvements qui

correspondent aux trois grands chapitres du livre : le Québec en tant que province canadienne encore sous l'emprise impériale, le Québec qui s'émancipe entre 1915 et 1960, puis le Québec contemporain, celui de la Révolution tranquille. Ces phases successives ont mené le gouvernement à s'émanciper d'une tutelle du marché financier britannique pour fréquenter les marchés européens et américains et, par la suite, contribuer à l'éclosion de la finance québécoise et francophone. Cependant, chacun des mouvements successifs permet d'entrevoir selon Marc Vallières une volonté d'agir différemment des autres gouvernements au Canada. Ainsi, entre 1867 et 1915, le Québec « ... sera le seul à sortir substantiellement du réseau de financement britannique et à le soumettre à une concurrence extérieure. » Ce qui devient alors un élargissement important des marchés financiers accessibles pour l'émission de plus en plus importante des obligations gouvernementales qui va de pair avec les investissements dans les infrastructures. Ces investissements constituent, d'ailleurs, le principal motif de l'emprunt public. Le second mouvement est celui de la période 1915-1960. C'est l'époque des deux guerres mondiales qui du point de vue de la finance internationale va permettre au marché américain d'émerger et de devenir le plus important pour le gouvernement et pour l'autre grande institution en devenir qu'est Hydro-Québec. On y prépare déjà le Québec moderne et contemporain. Les syndicats financiers, menés depuis le début par des chefs de file presque exclusivement

anglophones, commencent à faire de la place à des banques et à des firmes de courtage sous direction « québécoise et française » comme l'écrit l'auteur. Politiquement, le gouvernement du Québec, notamment avec l'arrivée au pouvoir de Maurice Duplessis en 1937, va chercher à s'affranchir de la mainmise des institutions financières anglophones qui dominent depuis toujours les syndicats financiers. C'était là une action d'inspiration nationaliste qui donnera éventuellement des retombées stratégiques au cours de la période suivante. Avec la révolution tranquille, le Québec cherchera à profiter de ses avantages stratégiques que sont d'une part, l'accès aux grands marchés financiers européens et américains et, d'autre part, l'émergence d'institutions financières francophones tant privées que publiques avec la création de la Caisse de dépôt et de placement. Cette dernière va permettre à l'État québécois de se libérer encore davantage des syndicats financiers notamment en ce qui concerne leur influence sur l'élaboration et la gestion des grandes politiques publiques. Les gestionnaires financiers du gouvernement deviennent de plus en plus conscients des abus des syndicats qui, par le jeu de l'achat et de la vente des obligations publiques, faisaient en sorte que le gouvernement payait pour se prêter à lui-même.

Cet ouvrage, en plus de son apport important à l'histoire des aspects les moins connus des finances publiques que sont l'endettement et la gestion de la dette met en lumière des faits indéniables de l'évolution des sociétés modernes et de leurs institutions publiques. Le premier est que la fiscalité

à elle seule ne pouvait permettre de recueillir tous les fonds nécessaires au développement économique, politique, social et culturel. Les grands projets, par exemple, n'auraient pu se réaliser sans le recours à l'emprunt. Il en résulte que les sociétés modernes comme l'est le Québec ont une dette importante et pérenne en raison d'une volonté de se développer et de grandir. L'État est en quelque sorte par ses projets l'accoucheur de certaines des grandes entreprises publiques. C'est un autre fait indéniable que laisse voir l'ouvrage de Marc Vallières que celui du lien entre la pratique du recours à l'endettement public et l'apparition et la maturation du secteur financier francophone et québécois. À l'instar de ce qu'a été Hydro-Québec pour les firmes de génie conseil. J'oserais dire que le géant qu'est devenu aujourd'hui la Caisse de dépôt et de placement du Québec, vu comme le gestionnaire de notre bas de laine, n'aurait pas vu le jour sans la problématique de l'emprunt public et sans la détermination de visionnaires comme l'a été Jacques Parizeau à briser la tutelle des marchés et maisons de notation de crédit.

Au terme de la lecture de ce livre, on aura appris ou confirmé, outre sa genèse et son importance actuelle, plusieurs autres choses concernant la dette publique. Entre autres, dans son récit, l'auteur nous montre le lien entre le parti politique qui gouverne et le choix des institutions financières appelées à se constituer en syndicat. Par exemple, le parti libéral avait une solide affinité avec la Banque de Montréal alors que les conservateurs et l'Union nationale privilégiaient nettement plus la Banque Royale. Les amitiés et les

relations personnelles y étaient pour beaucoup dans l'établissement de ces liens. Les principaux responsables des finances gouvernementales étaient, pour nombre d'entre eux, issus des milieux financiers et, on pourrait supposer qu'ils y retournaient après leurs séjours au service de l'État. Bref, la vision prédominante de la dette publique ainsi que les politiques de gestion de l'endettement gouvernemental ont été grandement

façonnées par les milieux financiers du moins jusqu'à ce que le gouvernement du Québec accède à la modernité et à la souveraineté que lui confère la constitution canadienne. En conclusion, cet ouvrage apporte un élément essentiel à toute discussion sur la dette publique au Québec, à savoir son histoire.

*Pierre P. Tremblay,
Université du Québec à Montréal*